

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 94 — 500

21 OCTOBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1987 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, modifié le 24 octobre 1989, le 29 juin 1990 et le 19 mars 1991;

Vu l'avis de la Commission d'Agrément, donné le 8 novembre 1991;

Vu l'avis de l'organe de concertation en matière de protection de la jeunesse, prévu par l'article 56 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre précité, donné le 26 septembre 1991;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 mars 1992;

Vu l'accord du Ministre-Président de la Communauté française, chargé du budget, donné le 8 octobre 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, du 16 juin 1989 et du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire notamment d'aligner les rémunérations des membres du personnel des services subventionnés d'Aide à la Jeunesse sur l'évolution des échelles de rémunération appliquées dans la fonction publique et ce, avec effet rétroactif à partir du 1er janvier 1991;

Sur proposition du Ministre qui a l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française, le 15 février 1993,

Arrête :

Article 1er. Dans l'article 40 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse, les § 2 et § 3 applicables pour l'année 1991 sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes :

« § 2. Dans les autres cas, la capacité subventionnée est égale à l'occupation moyenne de la période de référence augmentée de dix centièmes. Le nombre ainsi obtenu est, s'il échet, arrondi à l'unité supérieure; ce dernier nombre est réduit à 90 % avec maintien d'une décimale le cas échéant. »

« § 3. Lorsque, pendant deux années consécutives, la capacité subventionnée est calculée sur la base des dispositions de l'article 40, § 2 du présent arrêté, le Ministre peut, après avoir pris l'avis de la Commission d'agrément, fixer une nouvelle capacité agréée. »

Art. 2. Dans l'article 40 du même arrêté, les § 2 et § 3 applicables à partir de 1992 sont respectivement remplacés par les dispositions suivantes :

« § 2. Dans les autres cas, la capacité subventionnée est égale à l'occupation moyenne de la période de référence augmentée de dix centièmes.

Le nombre ainsi obtenu est, s'il échet, arrondi à l'unité supérieure; ce dernier nombre est réduit à 90 % avec maintien d'une décimale, le cas échéant. »

« § 3. Lorsque, pendant deux années consécutives, la capacité subventionnée est calculée sur la base des dispositions de l'article 40, § 2, du présent arrêté, le Ministre peut, après avoir pris l'avis de la Commission d'agrément, fixer une nouvelle capacité agréée. »

Art. 3. Un article 41bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 41bis. Pour les services organisant des maisons familiales, la capacité subventionnée est égale au total des capacités subventionnées des maisons familiales, abstraction faite de la réduction à 90 % opérée sur la base de l'article 40, § 1er et § 2. »

Art. 4. L'article 47, § 2, du même arrêté est complété comme suit : « ainsi qu'aux services pour lesquels il peut être fait application du § 1er, 1°, du présent article. »

Art. 5. Un article 63bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 63bis. Au cas où l'intervention financière du Fonds pour l'emploi ferait défaut, les emplois créés en application de la convention de promotion de l'emploi, conclue le 26 juin 1990 avec le Ministre de l'Emploi et du Travail, sont subventionnés aux conditions prévues par la convention précitée. »

Art. 6. 1° Au point I.2.b) de l'annexe 3 du même arrêté, les montants de 29 912 F et 23 889 F sont respectivement remplacés par 30 214 F et 24 130,5 F.

2° Au point I.2.d) de la même annexe, le montant de 29 912 F est remplacé par celui de 30 214 F.

Art. 7. Au point A.4° de l'annexe 4 du même arrêté, il est ajouté, après les mots « 1 directeur; », la mention « (7) ».

Art. 8. Au point A.5° de l'annexe 4 du même arrêté, il est ajouté respectivement la mention « (8) » après les mots « 1 directeur responsable de la coordination générale, par 54 u.s., avec un maximum de 1 (1); » et des mots « 1 sous-directeur, responsable pédagogique, par 54 u.s., avec un maximum de 1 (1); » et des mots « 1 sous-directeur, responsable administratif, par 54 u.s., avec un maximum de 1 (1); ».

Art. 9. Au point B.3° de l'annexe 4 du même arrêté, les fractions 1/60, 1/100 et 1/200 sont remplacées respectivement par les fractions 1/40, 1/80 et 1/80.

Art. 10. Dans la rubrique « Utilisation et justification du forfait pour frais de personnel » de l'annexe 4, l'échelle barémique de rémunération indiquée au point 5° c) est remplacée par le barème suivant :

666 390 — 1 008 778
 $3/1 \times 10\,072$
 $1/2 \times 10\,072$
 $1/2 \times 13\,426$
 $2/2 \times 26\,852$
 $10/2 \times 23\,497$

Art. 11. A la fin de l'annexe 4 du même arrêté, il est ajouté un point (7) et un point (8) rédigé comme suit :

« (7) le directeur est pris en considération à partir de 15 lits agréés, quelle que soit la capacité subventionnée. »
 « (8) les directeurs et sous-directeurs sont pris en considération à partir de 60 lits agréés, quelle que soit la capacité subventionnée. »

Art. 12. A l'annexe 5 du même arrêté, les échelles barémiques de rémunération sont remplacées par les suivantes :

— Au point A.1 :

Barème : 557 298 — 876 189
 $3/1 \times 10\,072$
 $1/2 \times 10\,072$
 $1/2 \times 13\,426$
 $2/2 \times 26\,852$
 $9/2 \times 23\,497$

— Au point A.2 :

Barème : 510 304 — 644 575
 $3/1 \times 10\,072$
 $1/2 \times 10\,072$
 $7/2 \times 13\,426$

— Au point A.3 :

Barème : 510 304 — 706 673
 $3/1 \times 8\,392$
 $4/2 \times 10\,072$
 $8/2 \times 13\,426$
 $1/2 \times 23\,497$

— Au point A.4 :

Barème : 490 185 — 691 565
 $3/1 \times 10\,072$
 $1/2 \times 10\,072$
 $12/2 \times 13\,426$

— Au point A.5 :

Barème : 455 859 — 626 112
 $3/1 \times 5\,278$
 $5/2 \times 9\,447$
 $8/2 \times 13\,398$

Après 9 ans : 467 724 — 644 572

$3/1 \times 5\,278$
 $5/2 \times 9\,447$
 $8/2 \times 13\,398$

— Au point A.6 :

Barème : 637 859 — 956 750
 $3/1 \times 10\,072$
 $1/2 \times 10\,072$
 $1/2 \times 13\,426$
 $2/2 \times 26\,852$
 $9/2 \times 23\,497$

— Au point B.1 :

Barème : 585 270 — 862 191
 $3/1 \times 11\,747$
 $12/2 \times 20\,140$

Après 9 ans : 662 474 — 939 395

$3/1 \times 11\,747$
 $12/2 \times 20\,140$

Après 18 ans : 731 845 — 1 008 756

$3/1 \times 11\,747$
 $12/2 \times 20\,140$

— Au point B.2 :

Barème : 540 515 — 859 406
 $3/1 \times 10\,072$
 $1/2 \times 10\,072$
 $1/2 \times 13\,426$
 $2/2 \times 26\,852$
 $9/2 \times 23\,497$

Après 9 ans : 585 270 — 862 331

$3/1 \times 11\,747$
 $12/2 \times 20\,140$

— Au point B.3 :

Barème : 775 482 — 1 206 823

3/1 × 23 497

10/2 × 36 085

— Au point B.4 :

Barème : 960 100 — 1 441 781

3/1 × 23 497

10/2 × 41 119

— Au point B.5 :

Barème : 1 278 985 — 1 832 846

11/2 × 50 351

— Au point C.1 :

Barème : 444 353 — 609 846

3/1 × 5 278

5/2 × 8 392

8/2 × 13 398

— Au point C.2. :

Barème : 452 745 — 617 723

3/1 × 5 278

5/2 × 8 392

8/2 × 13 398

— Au point C.3 :

Barème : 484 169 — 792 272

3/1 × 10 072

2/2 × 9 710

11/2 × 23 497

— Au point C.4 :

Barème : 557 298 — 876 189

3/1 × 10 072

1/2 × 10 072

1/2 × 13 426

2/2 × 26 852

9/2 × 23 497

— Au point D :

Barème : 464 414 — 549 415

3/1 × 6 105

2/2 × 4 313

10/2 × 5 806

— Au point E.1 :

Barème : 775 482 — 1 206 823

3/1 × 23 497

10/2 × 36 085

— Au point E.2 :

Barème A : 775 482 — 1 206 823

3/1 × 23 497

10/2 × 36 085

Barème B : après six ans d'ancienneté dans une fonction de direction au sein d'un service agréé :

842 616 — 1 310 042

3/1 × 23 497

11/2 × 36 085

— Au point E.3 :

Barème A : 775 482 — 1 206 823

3/1 × 23 497

10/2 × 36 085

Barème B : après six ans d'ancienneté dans une fonction de direction au sein d'un service agréé :

842 616 — 1 310 042

3/1 × 23 497

11/2 × 36 085

— Au point E.4 :

Barème A : 842 616 — 1 310 042

3/1 × 23 497

11/2 × 36 085

Barème B : après six ans d'ancienneté dans une fonction de direction au sein d'un service agréé :

1 040 660 — 1 594 521

11/2 × 50 351

Art. 13. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1991, à l'exception de l'article 5 qui produit ses effets le 1er juillet 1990 et de l'article 9 qui produit ses effets le 1er janvier 1992.

Art. 14. Le Ministre ayant la protection de la jeunesse et l'aide à la jeunesse dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 octobre 1993.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre chargé du Budget,
E. TOMAS

Le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions,
M. LEBRUN

—
VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 94 — 500

[MAC-29597]

21 OKTOBER 1993. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de Administratieve en Begrotingscontrole;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, gewijzigd op 24 oktober 1989, 29 juni 1990 en 19 maart 1991;

Gelet op het advies van de Erkenningscommissie, gegeven op 8 november 1991;

Gelet op het advies van het overlegorgaan inzake jeugdbescherming bedoeld bij artikel 56 van het voormelde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987, gegeven op 26 september 1991;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 maart 1992;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschap, belast met de begroting, gegeven op 8 oktober 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het inzonderheid noodzakelijk is de bezoldigingen van de personeelsleden van de betoelaagde diensten voor hulpverlening aan de jeugd in overeenstemming te brengen met de ontwikkeling van de bezoldigingschalen toegepast bij het openbaar ambt, en dit met terugwerkende kracht vanaf 1 januari 1991;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort;

Gelet op de door de Regering van de Franse Gemeenschap na de beraadslaging van 15 februari 1993 genomen beslissing,

Besluit:

Artikel 1. In artikel 40 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming, worden de § 2 en § 3 die voor het jaar 1991 van toepassing zijn, respectief door de volgende bepalingen vervangen :

" § 2. In de andere gevallen is de betoelaagde capaciteit gelijk aan de gemiddelde bezetting van de referentieperiode, vermeerderd met tien hondersten. Het zo gekregen getal wordt, in voorkomend geval, op de hogere eenheid afgerond; dit laatste getal wordt met 90 % verminderd, met behoud van een decimaal, in voorkomend geval."

" § 3. Wanneer de betoelaagde capaciteit, gedurende twee opeenvolgende jaren, op basis van de bepalingen van artikel 40, § 2, van dit besluit wordt berekend, kan de Minister, na het advies van de Erkenningscommissie te hebben ingewonnen, een nieuwe erkende capaciteit vaststellen."

Art. 2. In artikel 40 van hetzelfde besluit, worden de § 2 en § 3 die vanaf het jaar 1992 van toepassing zijn, respectief door de volgende bepalingen vervangen :

" § 2. In de andere gevallen is de betoelaagde capaciteit gelijk aan de gemiddelde bezetting van de referentieperiode, vermeerderd met tien hondersten. Het zo gekregen getal wordt, in voorkomend geval, op de hogere eenheid afgerond; dit laatste getal wordt met 90%, verminderd, met behoud van een decimaal, in voorkomend geval."

" § 3. Wanneer de betoelaagde capaciteit, gedurende twee opeenvolgende jaren, op basis van de bepalingen van artikel 40, § 2, van dit besluit wordt berekend, kan de Minister, na het advies van de Erkenningscommissie te hebben ingewonnen, een nieuwe erkende capaciteit vaststellen."

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 41*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

" Artikel 41*bis*. Voor de diensten die gezinsvervangende tehuizen organiseren, is de betoelaagde capaciteit gelijk aan het totaal van de betoelaagde capaciteiten van de gezinsvervangende tehuizen, afgezien van de vermindering tot 90%, verricht op basis van artikel 40 § 1 en § 2."

Art. 4. Artikel 47, § 2, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt : " alsook aan de diensten waarop § 1, 1° van dit artikel kan worden toegepast."

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt een artikel 63*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

" Artikel 63*bis*. Als er geen financiële tegemoetkoming van het Fonds ter bevordering van de werkgelegenheid is, worden de betrekkingen geschapen bij toepassing van de overeenkomst ter bevordering van de werkgelegenheid afgesloten op 26 juni 1990 met de Minister van Tewerkstelling en Arbeid betoelaagd onder de voorwaarden bedoeld bij voormelde overeenkomst."

Art. 6. 1) In punt I.2.b) van bijlage 3 van hetzelfde besluit, worden de bedragen van F 29 912 en F 23 889 respectief vervangen door de bedragen van F 30 214 en F 24 130,5.

2) In punt I.2.d) van dezelfde bijlage, wordt het bedrag van F 29 912 vervangen door het bedrag van F 30 214.

Art. 7. In punt A.4° van bijlage 4 van hetzelfde besluit wordt na de woorden "1 directeur" de vermelding "(7)" toegevoegd.

Art. 8. In punt A.5° van bijlage 4 van hetzelfde besluit, wordt de vermelding "(8)" toegevoegd na de woorden "1 directeur, verantwoordelijk voor de algemene coördinatie, per 54 b.e., met een maximum van 1 (1);" en de woorden "1 onderdirecteur, pedagogisch verantwoordelijk, per 54 b.e., met een maximum van 1 (1);" en de woorden "1 onderdirecteur, administratief verantwoordelijk, per 54 b.e., met een maximum van 1 (1);".

Art. 9. In punt B.3° van bijlage 4 van hetzelfde besluit, worden de breuken 1/60, 1/100 en 1/200 respectief vervangen door de breuken 1/40, 1/80 en 1/180.

Art. 10. In de rubriek "Aanwending en verantwoording van het forfait voor personeelskosten" van bijlage 4, wordt de in punt 5° c) vermelde bezoldigingsschaal vervangen door de volgende :

666 390 — 1 008 778
 3/1 x 10 072
 1/2 x 10 072
 1/2 x 13 426
 2/2 x 26 852
 10/2 x 23 497

Art. 11. Op het einde van bijlage 4 van hetzelfde besluit, worden een punt (7) en een punt (8) toegevoegd, luidend als volgt :

"(7) de directeur wordt vanaf 15 erkende bedden in aanmerking genomen, wat de betoelaagde capaciteit ook is."

"(8) de directeur en onderdirecteurs worden vanaf 60 erkende bedden in aanmerking genomen, wat de betoelaagde capaciteit ook is."

Art. 12. In bijlage 5 van hetzelfde besluit, worden de bezoldigingsschalen vervangen door de volgende :

— in punt A.1 :

Barema : 557 298 — 876 189
 3/1 x 10 072
 1/2 x 10 072
 1/2 x 13 426
 2/2 x 26 852
 9/2 x 23 497

— in punt A.2 :

Barema : 510 304 — 644 575
3/1 x 10 072
1/2 x 10 072
7/2 x 13 426

— in punt A.3 :

Barema : 510 304 — 706 673
3/1 x 8 392
4/2 x 10 072
8/2 x 13 426
1/2 x 23 497

— in punt A.4 :

Barema : 490 165 — 691 565
3/1 x 10 072
1/2 x 10 072
12/2 x 13 426

— in punt A.5 :

Barema : 455 859 — 626 112
3/1 x 5 278
5/2 x 9 447
8/2 x 13 398
Na 9 jaar : 467 724 — 644 572
3/1 x 5 278
5/2 x 10 766
8/2 x 13 398

— in punt A.6 :

Barema : 637 859 — 956 750
3/1 x 10 072
1/2 x 10 072
1/2 x 13 426
2/2 x 26 852
9/2 x 23 497

— in punt B.1 :

Barema : 585 270 — 862 191
3/1 x 11 747
12/2 x 20 140
Na 9 jaar : 662 474 — 939 395
3/1 x 11 747
12/2 x 20 140
Na 18 jaar : 731 845 — 1 008 766
3/1 x 11 747
12/2 x 20 140

— in punt B.2 :

Barema : 540 515 — 859 406
3/1 x 10 072
1/2 x 10 072
1/2 x 13 426
2/2 x 26 852
9/2 x 23 497
Na 9 jaar : 585 270 — 882 331
3/1 x 11 747
13/2 x 20 140

— in punt B.3 :

Barema : 775 482 — 1 206 823
3/1 x 23 497
10/2 x 36 085

— in punt B.4 :

Barema : 960 100 — 1 441 781
3/1 x 23 497
10/2 x 41 119

— in punt B.5 :

Barema : 1 278 985 — 1 832 846
11/2 x 50 351

— in punt C.1 :

Barema : 444 353 — 609 331
3/1 x 5 278
5/2 x 8 392
8/2 x 13 398

— in punt C.2 :

Barema : 452 745 — 617 723
3/1 x 5 278
5/2 x 8 392
8/2 x 13 398

— in punt C.3 :

Barema : 484 169 — 792 272
3/1 x 10 072
2/2 x 9 710
11/2 x 23 497

— in punt C. 4 :

Barema : 557 298 — 876 189
3/1 x 10 072
1/2 x 10 072
1/2 x 13 426
2/2 x 26 852
9/2 x 23 497

— in punt D :

Barema : 464 414 — 549 495
3/1 x 6 105
2/2 x 4 313
10/2 x 5 806

— in punt E.1 :

Barema : 775 482 — 1 206 823
3/1 x 23 497
10/2 x 36 085

— in punt E.2 :

Barema A : 775 482 — 1 206 823
3/1 x 23 497
10/2 x 36 085

Barema B : na zes jaar anciënniteit in een leidend ambt binnen een erkende dienst :
842 616 — 1 310 042

3/1 x 23 497
11/2 x 36 085

— in punt E.3 :

Barema A : 775 482 — 1 206 823
3/1 x 23 497
10/2 x 36 085

Barema B : na zes jaar anciënniteit in een leidend ambt binnen een erkende dienst :
842 616 — 1 310 042

3/1 x 23 497
11/2 x 36 085

— in punt E.4 :

Barema A : 842 616 — 1 310 042

3/1 x 23 497

11/2 x 36 085

Barema B : na zes jaar anciënniteit in een leidend ambt binnen een erkende dienst :

1 040 660 — 1 594 521

11/2 x 50 351

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991, met uitzondering van artikel 5 dat met ingang van 1 juli 1990 uitwerking heeft, en van artikel 9 dat met ingang van 1 januari 1992 uitwerking heeft.

Art. 14. De Minister tot wiens bevoegdheid de jeugdbescherming en de hulpverlening aan de jeugd behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 oktober 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister belast met de Begroting,

E. TOMAS

De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd behoort,

M. LEBRUN

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 94 — 501

7 DECEMBRE 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 mars 1993 fixant le cahier spécial des charges en matière de transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française dans la Région bruxelloise

L'annexe 1 : « Tarif au 1er septembre 1992-Région bruxelloise. — Transporteurs professionnels » publiée au *Moniteur belge* du 4 juin 1993 est remplacée par le texte suivant :

Annexe 1

Tarif au 1er septembre 1993

Région bruxelloise. — Transporteurs professionnels

Km/Jour	Capacités			
	8 à 20 pl.	21 à 30 pl.	31 à 40 pl.	41 et plus
1 — 60	4 117	5 147	6 176	7 205
61 — 70	4 292	5 332	6 382	7 432
71 — 80	4 467	5 517	6 588	7 658
81 — 90	4 642	5 702	6 793	7 884
91 — 100	4 817	5 888	6 999	8 111
101 — 110	4 992	6 073	7 205	8 337
111 — 120	5 167	6 258	7 411	8 564
121 — 130	5 342	6 443	7 617	8 790
131 — 140	5 507	6 629	7 823	9 017
141 — 150	5 692	6 814	8 029	9 243
151 — 160	5 867	6 999	8 234	9 470
161 — 170	6 042	7 185	8 440	9 696
171 et plus	6 217	7 370	8 646	—
	* + 175	+ 185	+ 206	+ 226

* Supplément par tranche de 10 km.

Bruxelles, le 7 décembre 1993.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN